

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Lettre-ouverte-au-President-Francois-Hollande-a-l-occasion-de-votre-voyage-en-Argentine-26236>

Lettre ouverte au Président François Hollande, à l'occasion de votre voyage en Argentine

- Argentine -
Date de mise en ligne : mardi 23 février 2016

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Monsieur le Président François Hollande,

Nous, résidents argentins en France, avec l'appui des organisations françaises et internationales signataires, voulons vous faire part de notre préoccupation concernant la régression des avancées démocratiques dans notre pays, depuis l'investiture de M. Mauricio Macri à la tête de l'État, le 10 décembre 2015.

Nous nous souvenons des propos exprimés dans la lettre que vous adressiez à Mme Cristina Kirchner, Présidente de la République Argentine, le 26 novembre 2015 :

« ... Je salue enfin votre action. Celle-ci aura permis à l'Argentine de se relever après la très grave crise qu'elle a traversée au début de ce siècle. En même temps que la croissance économique, c'est également l'État de droit que votre action aura permis de renforcer, qu'il s'agisse de lutte contre l'impunité ou encore de protection des droits des minorités. »

Ces conquêtes rappelées par vous-même sont aujourd'hui en grave danger.

La loi de services de communication audiovisuelle a été bafouée, loi votée par une large majorité parlementaire et reconnue par des organismes de l'ONU, comme une loi modèle de démocratisation des moyens de communication. Par ailleurs, le nouveau Président a désigné par décret deux membres de la Cour Suprême de Justice dont la nomination incombe légalement aux deux Chambres Parlementaires.

De graves atteintes à la liberté d'expression sont commises.

Des journalistes réputés ont été limogés. Des programmes de la télévision et de la radio publiques ont été supprimés. La nouvelle administration se livre à une authentique chasse aux sorcières : des dizaines de milliers d'employés de l'administration ont été renvoyés en raison de leur appartenance ou de leurs sympathies politiques présumées ou après contrôle de leurs comptes Facebook.

La criminalisation des mouvements sociaux et syndicaux a débuté par une forte répression des travailleurs en grève. La scandaleuse arrestation, le 15 janvier dernier, de la dirigeante du mouvement social Tupac Amaru, Mme. Milagro Sala, députée du Parlement du Mercosur, ordonnée par Gerardo Morales, gouverneur de la province de Jujuy et soutenu par le Président Macri, est un exemple de l'escalade répressive en marche.

Les politiques de Mémoire, Vérité et Justice promues depuis douze ans sont en danger. Des figures emblématiques des ONG de Défense des Droits de l'Homme ont fait l'objet de menaces de mort, sans que le gouvernement ne réagisse. La menace de la fin des procès judiciaires en cours contre civils et militaires accusés de torture, assassinats, disparitions et vols de nouveaux-nés, durant la dernière dictature militaire, se fait entendre dans les déclarations de plusieurs membres du gouvernement.

Mme. Estela Carlotto, Présidente des Grands-mères de la Place de Mai, prix Unesco des Droits de l'Homme, a déclaré récemment : « Cela fait un mois que nous vivons en enfer, tous les jours nous devons nous mobiliser pour nous défendre soit de la justice truquée, soit du renvoi arbitraire d'honnêtes gens, des licenciements, de l'anéantissement, des importations qui ruineront notre industrie et, à présent, le comble du comble, de l'arrestation d'une femme, première prisonnière politique... ».

Lettre ouverte au Président François Hollande, à l'occasion de votre voyage en Argentine

Monsieur le Président, nous savons que vous aurez à coeur de vous enquérir de la situation actuelle en rencontrant, lors de votre visite, les organisations argentines de Défense des Droits de l'Homme et en vous rendant sur les lieux de mémoire.

Nous nous permettons d'attirer tout particulièrement votre attention sur la demande d'extradition émise par la justice argentine, de l'ancien Officier de Police Mario Sandoval, résident actuellement en France, accusé de tortures et de la disparition forcée de M. Hernán Abriatta, pendant la dictature.

En espérant que notre lettre saura attirer toute votre attention, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en notre plus haute considération.

Assemblée de Citoyens argentins en France

Les signatures de soutien les faire arriver à : [ACAF](#)